

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE

Arrêté n° 066/2024

Portant autorisation à l'AEL d'occuper le domaine public à l'entrée du marché dominical le dimanche 5 mai 2024 de 7h30 à 13h30.

Le Maire de la Commune de Beauvallon,

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions modifiées ;
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2213-1 à L2213-6-1 ;
Vu le Code de la voirie routière ;
Vu le Code de la route, et notamment ses articles R110-2, R411-4 et R411-25 ;
Vu le Code Pénal ;
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes modifié, et l'instruction interministérielle de la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 ;
Vu la demande reçue le 22 avril 2024, par laquelle la Présidente de l'AEL, Mme Anaïs PEYROT, sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public à l'entrée du marché dominical en vue de la vente des tickets de tombola au profit de l'école,

ARRETE :

Article 1^{er} : La Présidente de l'AEL, Mme Anaïs PEYROT, est autorisée à occuper le domaine public à l'entrée du marché dominical en vue de la vente des tickets de tombola au profit de l'école, le dimanche 5 mai 2024 de 7h30 à 13h30.

Article 2 : La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable. Elle est personnelle, incessible.

Article 3 : La permissionnaire veillera à conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant la période d'occupation. En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, la Ville fera procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs du permissionnaire.

Article 4 : Monsieur le Maire et Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Fait à Beauvallon le 30 avril 2024

Le Maire,
Bernard RIPOCHE



Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Affiché le : 30.04.2024